



Conférence d'examen de Durban
MATIN

RC/09/2
20 avril 2009

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU OUVRE LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE D'EXAMEN DE DURBAN

Le Kényan Amos Wako est élu à la présidence

La Conférence d'examen de Durban a ouvert, ce matin, les travaux qui se tiendront jusqu'au vendredi 24 avril à Genève. C'est le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, qui a ouvert les travaux à l'occasion d'une séance d'ouverture qui a également entendu la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Mme Navy Pillay et le Président du Conseil des droits de l'homme, M. Martin Ihoeghian Uhomobhi. Lecture a en outre été donnée de messages adressés à la Conférence par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, et Nelson Mandela, ancien Président de l'Afrique du Sud. La Conférence a ensuite élu à sa présidence le Ministre kényan de la justice, M. Amos Wako, qui a également pris la parole.

Le Secrétaire général a relevé l'absence de certains pays qui devraient pourtant contribuer à frayer le chemin vers un avenir meilleur. Je regrette profondément que certains aient choisi de rester à l'écart et j'espère que cela ne sera que passager, a ajouté M. Ban. M. Ban a aussi souligné que la discrimination ne disparaissait pas d'elle-même; elle devait être affrontée de face. Nous devons rester particulièrement vigilants en ces temps de troubles économiques, a-t-il souligné. «Je crains que la crise économique actuelle, si elle n'est pas prise en mains de manière adéquate, n'évolue en crise politique à grande échelle», a-t-il déclaré, craignant que, dans de telles circonstances, les conséquences pour les communautés déjà victimes de préjugés et d'exclusion ne s'aggravent encore. Le Secrétaire général s'est dit encouragé par le fait que le Comité préparatoire soit parvenu à un accord, jugeant soigneusement équilibré le document dont la Conférence est saisie.

Cette Conférence a pour objectif d'engager la communauté internationale dans une célébration de la tolérance et de la diversité, a rappelé la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, ajoutant que cet objectif devait motiver les participants à dépasser les calculs et les considérations politiques. Alors que la convergence des crises économique, financière, environnementale et alimentaire a exacerbé les tensions et l'intolérance, la communauté internationale doit poursuivre les objectifs de cette Conférence d'examen avec le sens des responsabilités, a-t-elle averti.

Le Président du Conseil des droits de l'homme a pour sa part fait remarquer que si le racisme n'a pas encore pu être éradiqué, ce n'est pas à cause de l'absence de mécanismes adaptés pour lutter contre ce fléau, mais bien du manque de volonté politique de la part des gouvernements. Rappelant que la Déclaration et le Programme d'action de Durban reconnaissent que la pauvreté, le sous-développement, la marginalisation, l'exclusion sociale et les disparités économiques figurent parmi les sources de discrimination, il a souligné que cette reconnaissance revêt aujourd'hui une pertinence particulière avec la crise économique et financière.

Dans son discours d'investiture, le Président de la Conférence, M. Amos Wako, a rappelé que le Programme d'action adopté il y a huit ans à Durban était la plateforme d'action la plus ambitieuse jamais élaborée par la communauté internationale pour combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y sont associées. Il s'est dit convaincu que la présente Conférence d'examen serait couronnée de succès.

Dans un message adressé à la Conférence d'examen, le Président de l'Assemblée générale a souligné que cet exercice se devait d'être un moment charnière de l'histoire de l'humanité au moment où celle-ci est confrontée à l'une des plus graves crises de son histoire. M. Miguel d'Escoto estime que les grandes crises auxquelles est actuellement confrontée l'humanité sont capables d'engendrer des formes nouvelles et terribles de discrimination.

Conformément à un amendement apporté la semaine dernière au Règlement intérieur de la Conférence d'examen par le Comité préparatoire, les vingt membres qui composaient l'ensemble du Bureau du Comité préparatoire ont été élus, ce matin Vice-Présidents de la Conférence d'examen. L'Ambassadeur Juan Antonio Fernández Palacios de Cuba a été élu Rapporteur général de la Conférence d'examen.

La Conférence d'examen a ensuite établi un Comité de rédaction et un Comité plénier dont les membres ont été désignés parmi les 20 Vice-Présidents de la Conférence. Mme Najat Al-Hajjaji, de la Libye, a été élue Présidente du Comité plénier et M. Yury Boychenko, de la Fédération de Russie, a été élu Président du Comité de rédaction. Conformément au Règlement intérieur, le Président de la Conférence d'examen, les Vice-Présidents, le Rapporteur général et les Présidents du Comité plénier et du Comité de rédaction composent le Bureau de la Conférence.

Faisant observer que les négociations et la rédaction concernant le document final de la Conférence d'examen ont déjà été achevées au niveau du Comité préparatoire et de son Groupe de travail à composition non limitée, le Président de la Conférence a souligné que la Conférence a maintenant reçu du Comité préparatoire un texte, soigneusement négocié, acceptable pour toutes les parties; aussi, a-t-il été décidé de transmettre directement ce texte au Comité plénier qui, en retour, le recommanderait pour adoption à la plénière de la Conférence.

La Conférence d'examen a par ailleurs adopté son ordre du jour, tel qu'adopté par le Comité préparatoire le 22 avril dernier (document A/CONF.211/1). Elle a en outre adopté son programme de travail (document A/CONF.211/4/Rev.1), en vertu duquel la Conférence entamera cet après-midi un débat de haut niveau qui sera suivi, mercredi, d'un débat général, étant entendu que ces deux débats se poursuivront aussi longtemps que l'exigera l'épuisement de la liste des orateurs.

La Conférence d'examen entamera cet après-midi, à 15 heures, son débat de haut niveau.

Déclarations d'ouverture

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a souligné qu'il y a des moments où il faut rester fermement attaché aux principes fondamentaux qui nous unissent, réaffirmer notre confiance dans les droits de l'homme fondamentaux et dans la dignité et l'égalité de chacun de nous et donner tout leur sens aux vertus de tolérance et de respect pour la diversité en dépassant un passé qui nous divise pour aller vers un avenir qui nous unit. Un tel moment est arrivé, a déclaré le Secrétaire général. Tout en remerciant les délégations participant à la Conférence, il s'est dit profondément déçu. Nous sommes confrontés à d'immenses défis sur de multiples fronts en ces temps difficiles, a poursuivi M. Ban. Parmi les plus urgents de ces défis, figure la question dont nous sommes saisis aujourd'hui: la lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination. En dépit de décennies de sensibilisation et des efforts de nombreux groupes et de nombreux pays, le racisme persiste, a souligné le Secrétaire général. Aucune société, qu'elle soit grande ou petite, riche ou pauvre, n'en est exempte, a-t-il ajouté. C'est pourquoi le monde se tourne vers nous aujourd'hui.

Nous rêvons de prendre un nouveau chemin, mais un trop grand nombre d'entre nous s'accroche au passé, a regretté M. Ban. Nous parlons de trouver une nouvelle unité, comme l'exige la période que nous vivons, mais nous restons faibles, divisés et attachés à une vision surannée des choses. Nous parlons de tolérance et de respect mutuel, mais nous nous lançons les mêmes accusations aujourd'hui qu'il y a des années voire des décennies.

Certains pays, qui devraient contribuer à frayer le chemin vers un avenir meilleur, ne sont pas ici. En dehors de ces salles, des groupes d'horizons politiques et idéologiques divers s'invectivent alors qu'ils devraient être là avec nous à se parler.

La Déclaration de Durban - et son Programme d'action - engage la communauté internationale à œuvrer de concert à combattre le racisme sous toutes ses manifestations, a rappelé le Secrétaire général. Le racisme est un déni pur et simple des droits de l'homme, a-t-il souligné. Il peut être institutionnalisé, comme l'Holocauste nous le rappellera toujours; il peut aussi s'exprimer moins formellement sous forme de haine contre une population ou une classe particulière - comme en témoigne l'antisémitisme, par exemple, ou l'islamophobie, plus récente. Nous voyons également le racisme émerger sous de nouvelles formes telles que le trafic d'êtres humains. Les réfugiés, les requérants d'asile, les travailleurs migrants et les migrants sans papiers sont de plus en plus stigmatisés, voire persécutés. Une nouvelle politique de xénophobie se développe et les nouvelles technologies font proliférer les discours de haine, a insisté M. Ban.

La discrimination ne disparaît pas d'elle-même; elle doit être affrontée de face, sous peine de devenir une source de troubles sociaux et de violence sociale, a poursuivi le Secrétaire général. Nous devons rester particulièrement vigilants en ces temps de troubles économiques, a-t-il souligné. Je crains que la crise économique actuelle, si elle n'est pas prise en mains de manière adéquate, n'évolue en crise politique à grande échelle, marquée par des troubles sociaux, des gouvernements affaiblis et des populations en colère ayant perdu toute confiance en leurs dirigeants et en leur propre avenir. Dans de telles circonstances, les conséquences pour les communautés déjà victimes de préjugés et d'exclusion pourraient bien s'aggraver encore, a prévenu M. Ban. C'est pourquoi j'ai mobilisé les Nations Unies sur toute la gamme des crises auxquelles nous sommes confrontés; j'ai appelé les États Membres à faire davantage pour combattre la pauvreté et promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement.

M. Ban s'est dit encouragé par le fait que le Comité préparatoire soit parvenu à un accord et a félicité toutes les délégations pour la souplesse et les efforts qu'elles ont manifestés afin de trouver un terrain d'entente en dépit de difficultés considérables, a poursuivi le Secrétaire général. Le document dont est saisie la Conférence d'examen est soigneusement équilibré et traite de questions essentielles, a-t-il souligné. «Je regrette profondément que certains aient choisi de rester à l'écart et j'espère que cela ne sera que passager», a-t-il déclaré. Un long chemin a été fait pour produire un texte consensuel, a-t-il insisté. Aussi, a-t-il appelé tous les pays à considérer cet exercice comme le début d'un processus plutôt que comme une fin. Si un pays ne participe pas, ses points de vues ne peuvent pas être entendus ni pris en compte, a souligné M. Ban. Si la tolérance et le respect de la diversité sont nos objectifs, quoi de mieux que de pratiquer ces vertus ici et maintenant, alors que nous œuvrons à ces objectifs, a conclu le Secrétaire général.

M. FRANCISCO JOSÉ LACAYO, Conseiller spécial de Miguel d'Escoto, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a souligné que la Conférence d'examen de Durban se devait d'être un moment charnière de l'histoire de l'humanité au moment où celle-ci est confrontée à l'une des plus graves crises de son histoire. Nos sociétés, a-t-il ajouté, continuent de vivre des formes traditionnelles et nouvelles de discrimination. Il a félicité les États ayant déjà pris des mesures, notamment en matière de réparations, en faveur des victimes du racisme et de la discrimination. Il a rappelé par ailleurs le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Huit ans après Durban, le racisme peut être aggravé par une distribution inéquitable de la richesse, la marginalisation et l'exclusion sociale, a-t-il dit. Le père d'Escoto estime que les grandes crises actuelles auxquelles est confrontée l'humanité naissent de «la même matrice» qui a engendré la discrimination raciale et qu'elles sont capables de donner naissance à des formes nouvelles et terribles de discrimination. Miguel d'Escoto met en garde contre l'apparition de formes encore plus terribles de discrimination que celles que le monde a connu à ce jour.

Nous sommes ici pour défendre des principes mais aussi pour trouver des solutions efficaces face aux grandes crises menaçant l'humanité et qui peuvent déboucher sur un nouvel apartheid de grande ampleur, poursuit le Président de l'Assemblée générale dans son message. Il souligne l'importance à cet égard du sommet sur la crise mondiale convoqué au

début juin par l'Assemblée générale. Pour que cette réunion soit efficace, la présence au plus haut niveau des chefs d'État et de gouvernement est nécessaire, a-t-il souligné. Le Président de l'Assemblée générale est en effet convaincu que de par sa représentativité, sa légitimité et sa crédibilité, le forum des 192 États Membres est celui qui se prête le mieux à analyser en profondeur la crise actuelle et à définir une proposition viable et efficace pour mettre sur pied une nouvelle et nécessaire architecture financière internationale. Chacun doit avoir la possibilité de participer de manière pleine et équitable à la recherche commune de solutions pour tous les pays, qu'ils soient grands ou petits, conclut le Président de l'Assemblée générale.

M. MARTIN IHOEGHIAN UHOMOIBHI, Président du Conseil des droits de l'homme, a fait remarquer que la croyance dans la supériorité inhérente d'une race particulière n'est pas uniquement immorale, mais constitue également une idéologie dangereuse. Il a déploré que ce fléau perdure néanmoins, soulignant que le racisme a toujours été une pratique malhonnête qui a, en tant qu'idéologie, justifié les persécutions, l'oppression et le meurtre. Le racisme sous toutes ses formes - scientifique, idéologique, institutionnel, social ou économique - a donné lieu aux crimes les plus terribles, comme l'esclavage, l'apartheid ou le génocide, a déclaré le Président du Conseil des droits de l'homme. M. Uhomoihi a attiré l'attention sur l'ensemble des instruments internationaux adoptés pour établir des principes et mécanismes visant à empêcher le racisme, citant notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Il a fait remarquer que si le racisme n'a pas encore pu être éradiqué, ce n'est certainement pas à cause de l'absence de mécanismes adaptés pour lutter contre ce fléau, mais bien du manque de volonté politique de la part des gouvernements. Il a souligné que les victimes du racisme comprennent mieux que quiconque les souffrances de la discrimination mais n'en sont pas pour autant amères. En effet, pour ces victimes, il importe avant tout que leur fardeau soit reconnu et que chacun s'engage à ne pas le perpétuer, a affirmé M. Uhomoihi, précisant que l'empathie envers les victimes doit faire partie du processus de guérison.

Le Président du Conseil a ensuite rappelé que la Déclaration et le Programme d'action de Durban reconnaissent que la pauvreté, le sous-développement, la marginalisation, l'exclusion sociale et les disparités économiques figurent parmi les sources de discrimination. Il a précisé que cette reconnaissance revêt aujourd'hui une pertinence particulière, alors que le monde affronte une crise économique et financière. Il est aujourd'hui essentiel de déployer des efforts concertés pour garantir la protection des populations vulnérables contre la discrimination et l'intolérance, a-t-il affirmé. Il a estimé qu'alors que la communauté internationale cherche à se débarrasser des fléaux du racisme et de l'intolérance, la Conférence d'examen de Durban devrait servir à améliorer la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes. Il a remercié les efforts déployés par le Comité préparatoire, la Haut-Commissaire et les délégations participantes pour trouver un consensus et assurer que les négociations soient constructives. Avant de conclure, M. Uhomoihi a rappelé que les États ont la responsabilité de promouvoir la lutte contre le racisme en adoptant les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux établis dans ce but. La Conférence offre l'opportunité de consolider les acquis de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, a-t-il rappelé.

MME NAVANETHEM PILLAY, Haut-Commissaire aux droits de l'homme, a souligné que la Conférence de suivi de Durban avait pour objectif d'engager la communauté internationale dans une célébration de la tolérance et de la diversité. Cet objectif doit nous motiver tous à dépasser les calculs et les considérations politiques, a-t-elle affirmé. Elle s'est dite confiante que cette Conférence représentera une étape historique dans la lutte contre le racisme, précisant que le travail qui y sera effectué achèvera de convaincre les États membres qui ont choisi de rester à l'écart de se joindre aux efforts pour lutter contre le racisme.

Le racisme et la discrimination raciale portent atteinte à la dignité humaine, parce qu'ils cherchent à diviser la famille humaine, a rappelé la Haut-Commissaire. Dès lors, la discrimination dans tous ses aspects doit être dénoncée et rejetée. Mme Pillay a rappelé que le racisme, la discrimination et l'intolérance, lorsqu'on permet leur existence, ébranlent les fondations des sociétés. Elle a en effet précisé qu'ayant grandi en Afrique du Sud, elle connaît bien la force destructrice du racisme institutionnalisé. Forte de cette conviction, elle a déploré que la discrimination raciale persiste et semble même s'intensifier. La Haut-

Commissaire a fait remarquer qu'avec la Conférence de Durban de 2001, la lutte contre la haine raciale et l'intolérance a progressé. Les espoirs des millions de victimes du racisme sont cristallisés dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, a-t-elle affirmé, avant de souligner que cette noble charte ne demeure qu'une rhétorique vide tant que les engagements qu'elle incorpore ne sont pas mis en œuvre. Elle a fait remarquer que l'heure est venue d'évaluer dans quelle mesure les engagements des États ont effectivement été réalisés. Il s'agit également de comprendre les problèmes qui persistent dans la protection contre le racisme et dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

La Haut-Commissaire a tout particulièrement attiré l'attention sur ceux qui sont appelés «les autres», comme les travailleurs migrants, et qui sont perçus comme des prédateurs plutôt que comme des contributeurs au bien-être et à la richesse des communautés. Elle a également déploré que les réponses de nombreux pays face à des questions de sécurité légitimes dans le contexte de la lutte contre le terrorisme aient eu un impact négatif et disproportionné sur des groupes minoritaires. Elle a en outre fait observer que la convergence des crises économique, financière, environnementale et alimentaire a exacerbé les tensions et l'intolérance et a, dans certains cas, conduit à des actes racistes. Ces défis, a-t-elle poursuivi, impliquent de la part de la communauté internationale qu'elle poursuive les objectifs de cette Conférence de suivi avec une grande responsabilité. Elle a souligné avoir rappelé, tout au long du processus de préparation de la Conférence, l'importance de ne pas perdre de vue son objectif général: créer des sociétés exemptes de discrimination. L'échec de parvenir à un accord sur les moyens de progresser dans la lutte contre le racisme aura un impact négatif sur l'agenda des droits de l'homme des prochaines années, a-t-elle averti.

S'agissant du processus préparatoire de la Conférence, Mme Pillay s'est dite encouragée par les progrès réalisés par les participants, notamment par les concessions concédées par chacun pour obtenir un accord acceptable pour tous. Elle a tout particulièrement remercié la délégation de la Palestine et les membres de l'Organisation de la Conférence islamique pour la souplesse dont ils ont fait preuve. Elle s'est dite certaine que cette Conférence sera un succès, en dépit de l'absence de certains États. Elle a toutefois espéré que ces derniers se joindront aux efforts pour améliorer durablement les vies des victimes de racisme et de discrimination raciale partout dans le monde. Cette semaine, nous avons l'occasion de progresser de manière significative dans la lutte contre le racisme, a-t-elle affirmé, précisant que les participants seront jugés sur leur capacité à saisir cette opportunité historique.

MME AL SHAYMAA J. KWEGYIR (députée à l'Assemblée nationale de la République unie de Tanzanie), a lu un message de Nelson Mandela, ancien Président de l'Afrique du Sud, qui souligne que la Conférence d'examen était non seulement l'occasion de faire le bilan des engagements pris à Durban en 2001 mais aussi de renforcer les efforts en ce moment charnière. C'est aussi l'occasion de faire preuve d'une nouvelle hauteur de vues. Si des divergences sont normales et mêmes saines, nous devons toutefois éviter que celle-ci ne paralysent nos efforts communs, souligne Nelson Mandela. Ne permettons pas que la dignité, le droit à la vie et à la prospérité ne soient menacés par d'obscures divergences entre responsables politiques; «Vous tenez entre vos la capacité de faire la différence», conclut Nelson Mandela dans son message.

M. AMOS WAKO, Président de la Conférence d'examen de Durban et Ministre de la justice du Kenya, s'est dit conscient de l'honneur et de la responsabilité qui lui incombaient en tant que maître de cérémonie de l'événement. Aujourd'hui, a-t-il souligné, nous sommes unis dans la conviction que tout être humain a le droit de vivre dans la dignité, comme le stipule la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies. Il a rappelé que des victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance souffraient de ces maux au quotidien dans toutes les régions du monde. Ces victimes se tournent vers nous dans l'espoir qu'un nouvel élan sera donné pour l'amélioration de leurs vies et pour alléger leurs souffrances. Nombre des personnes présentes dans cette salle ont subi directement ce racisme, a-t-il ajouté. Cette assemblée a la responsabilité collective de faire en sorte que la Conférence d'examen atteigne les objectifs fixés.

Après avoir rappelé l'adoption du Programme d'action de Durban il y a huit ans, qu'il a qualifié de «plateforme d'action la plus ambitieuse jamais élaborée par la communauté

internationale pour combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui leur sont liées». M. Wako a exprimé le grand espoir que cette conférence soit une nouvelle étape historique importante vers l'élimination de ces fléaux. Il a salué les progrès réalisés dans le cadre des négociations sur un document final. Il s'est dit confiant que grâce à la compréhension et le dialogue, la communauté internationale sera capable de mener ce processus à terme avec succès. Il a salué le consensus sur lequel s'est fondé l'ensemble du processus préparatoire, estimant que cet esprit de consensus guidera les travaux de ces cinq jours de délibérations. M. Wako a dit sa conviction que la Conférence serait couronnée de succès.
